

dfi analyse

Une vision politique pour l'Europe : de nouveaux défis pour le couple franco-allemand
- page 1

dfi information



Grands éloges et grandes missions en perspective pour l'Institut Franco-Allemand (dfi) : bilan de la cérémonie célébrant son 60^{ème} anniversaire en présence du Président de la République fédérale d'Allemagne - page 5
Exposition « Ennemi héréditaire » à l'Université catholique d'Eichstätt-Ingolstadt - page 6

Le programme d'échange pour jeunes journalistes français et allemands de la Fondation Robert Bosch entre dans sa deuxième phase - page 7

dfi service

Nouveau : De quelle Europe parlons nous ? - page 7

Annonce : Université française d'été à Leipzig - page 7

Nouveau : Literaturdienst Frankreich - page 8

Présentation d'ouvrage : Valeurs européennes - page 8

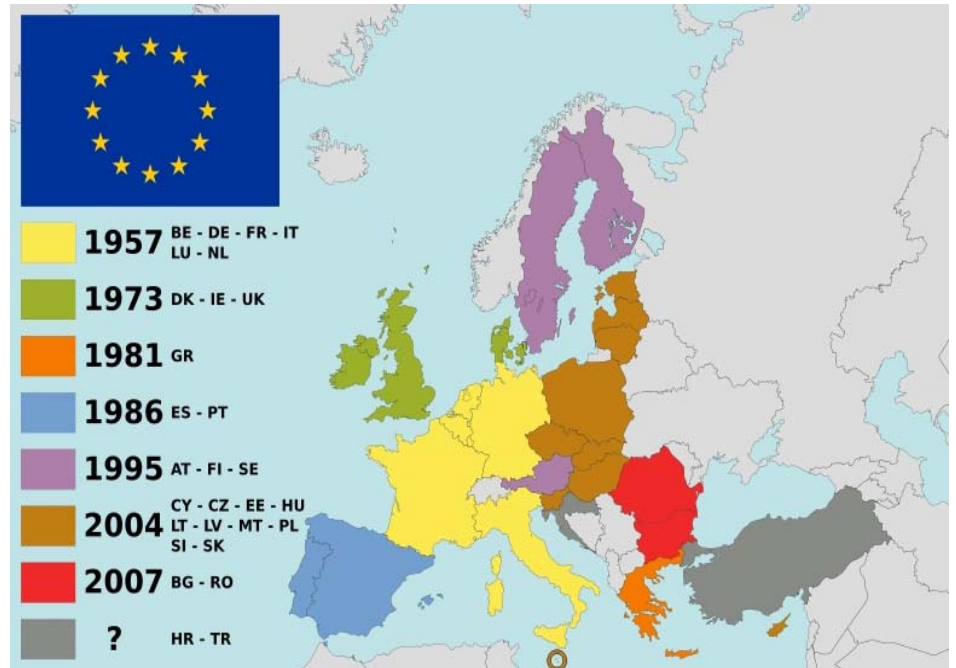
Programme franco-allemand « Master Européen de Gouvernance et d'Administration »
- page 9

Nouveau : L'Etat et la religion en France et en Allemagne
- page 9

Nouveau : Numéro spécial sur l'Allemagne de la revue « L'Essentiel des relations internationales » - page 9

Une vision politique pour l'Europe

De nouveaux défis pour le couple franco-allemand



Le futur élargissement de l'Union européenne : un sujet commun pour la France et l'Allemagne.
(Source : Wikimedia Commons/Júlio Reis)

dfi analyse Les relations entre l'Allemagne et la France ont donné lieu, depuis 2007, à nombre de commentaires, souvent superficiels, s'interrogeant sur les deux alliés privilégiés, au moment où l'Union européenne ratifie le Traité de Lisbonne. L'Europe fait face à de nouveaux défis, insuffisamment définis. Son avenir reste largement déterminé par l'action des deux plus grands Etats membres de l'Europe continentale, interpelés par un monde changeant.

Le couple franco-allemand, au cœur de l'Europe nouvelle

Comme à chaque changement de dirigeant à la tête de l'un des deux partenaires, la question de la relation privilégiée entre la France et l'Allemagne est posée. Après quelques mois de pratique, les dirigeants des deux Etats ont choisi, comme d'habitude, une alliance étroite, seule garante de leur influence en Europe et de leurs intérêts essentiels.

Les nouveautés françaises : La personnalité de Nicolas Sarkozy ne doit pas être

appréciée à la lumière des jugements à l'emporte-pièce, que la presse, spécialement en Allemagne, se croit autorisée à faire. Ses sentiments européens sont réels et d'une autre nature que ceux de ses prédécesseurs. Il conduit un véritable réengagement de la France en Europe, plus naturel et plus exigeant que les dirigeants français auparavant. Les réformes qu'il conduit sur le plan interne et que la France a tardé à entreprendre, ne peuvent que conforter l'économie européenne et le dynamisme des relations franco-allemandes. L'économie française, malgré ses retards, pourrait y retrouver un dynamisme qui lui fait défaut aujourd'hui. La question des dépenses publiques, premier facteur de la faiblesse de la croissance française, est désormais sur la place publique. Sa diplomatie « décontractée » et hyperactive est plutôt une bonne nouvelle pour l'Allemagne et pour l'Union. Elle est, pour la première fois, tournée d'abord vers les nouveaux Etats membres et les Etats voisins. Elle inclut

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 1

aussi les institutions européennes (Commission et Parlement) qu'avaient largement négligées ses prédécesseurs. Malgré son style qui agace, le nouveau président français pourrait bien réussir des réformes jugées jusqu'ici impossibles.

- **Les certitudes allemandes :** L'Allemagne profite des réformes engagées par G. Schröder, poursuivies par la grande coalition. Elles produisent tous leurs effets aujourd'hui, après des moments difficiles qui l'avaient conduite à ne pas respecter les critères du Pacte de stabilité et de croissance, à un chômage excessif et à une croissance molle.

L'Allemagne en bénéficie pleinement et accumule les excédents commerciaux. Sa situation budgétaire s'est rétablie. Mais elle doit affronter en 2009 de nouvelles élections difficiles. Si la grande coalition devait être reconduite, le risque d'immobilisme pourrait être dommageable aux avancées européennes. Comment, par exemple, imaginer une politique énergétique d'avenir qui oublierait le nucléaire ?

Sur le plan diplomatique, l'Allemagne a entrepris, avec l'aide de ses partenaires, un retour remarqué dans le concert des nations. Cet effort est louable et particulièrement positif pour l'évolution des relations internationales. Elle est présente sur nombre de théâtres extérieurs, engagée dans de grandes négociations internationales (Afghanistan, Iran, Russie, OTAN), malgré



S'engage pour l'Europe : Nicolas Sarkozy. (Source : www.elysee.fr)

une opinion publique réticente et une diplomatie encore très « timide ».

- **Un couple agité mais fidèle :** Malgré des rivalités industrielles attisées par le retour d'entreprises allemandes dans des secteurs nouveaux (aéronautique, spatial, services), des structures de production différentes (industrie – services, public – privé), les intérêts communs entre les deux pays sont largement supérieurs à leurs intérêts propres. Le marché intérieur profite pleinement aux deux partenaires. Leurs modèles

sociaux sont proches comme le sont les exigences de leurs opinions. Les problématiques internes (capital – travail, rémunérations – inflation, compétitivité – concurrence, énergie) sont identiques. Leurs intérêts économiques à long terme sont identiques et pourraient donner lieu à des appro-



S'engage pour l'Europe : la chancelière allemande (avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso).

(Source : Wikimedia Commons)

ches plus communes, notamment en matière budgétaire, fiscale et monétaire. Or, sur ces sujets, les divergences existent et n'ont pu être surmontées jusqu'ici que par la qualité des liens politiques. Contrairement à des analyses hélas de plus en plus partagées, le couple franco-allemand est indispensable au bon fonctionnement de l'Union. Il n'existe pas, au sein de l'UE, de majorité de rechange au noyau dur franco-allemand. En d'autres termes, si, pour une décision importante, la France et l'Allemagne ne sont pas d'accord, la décision européenne est impossible. Le couple est

le cœur de toute majorité européenne constructive et durable.

Le tandem franco-allemand devrait être plus actif, plus imaginatif et plus européen. Il fonctionne trop par habitude et sous la contrainte. Il n'embrasse pas assez les grands sujets d'avenir (compétition et diplomatie mondiales). Il a du mal à s'ouvrir de manière régulière et quasi-institutionnelle à de nouveaux partenaires (Pologne), ou à affronter des questions difficiles (Grande-Bretagne).

En manque de leadership, l'Union attend un couple franco-allemand moins turbulent en apparence, plus moteur au sein des débats communautaires. Les différences de style entre les deux dirigeants sont réelles ; elles accroissent la complémentarité. Jamais, sur le fond, les intérêts à long terme des deux pays n'ont été aussi proches. Il est temps de reprendre la conduite de l'attelage européen par des propositions audacieuses en matière de politiques nouvelles.

Les défis qui attendent l'Europe replacent, en effet, les deux alliés au cœur des débats européens.

Les défis de l'Europe d'après le Traité de Lisbonne

La question institutionnelle ayant été réglée grâce à l'entente franco-allemande et à l'engagement des deux dirigeants français et allemand (l'un sans l'autre n'aurait pas réussi), l'Union doit désormais se tourner davantage vers l'extérieur. Elle est interpellée par le

Lire la suite à la page 3



La conception et la mise en œuvre d'une politique européenne de la défense constituent l'un des défis pour le couple franco-allemand. (Source : www.eurocorps.net)

Suite de la page 2

monde, d'abord à ses frontières, mais aussi plus globalement par la nouvelle donne économique et de développement. Devenue le premier pôle de richesse du monde (21% du PIB), demeurant la première puissance commerciale, suscitant de plus en plus d'intérêt du fait de sa construction pacifique et de ses valeurs, elle ne peut faire l'impasse sur la question de ses frontières, de sa diplomatie et de sa défense.

- **Identité européenne – les valeurs, la question des frontières :** La politique d'élargissement a longtemps tenu lieu de politique étrangère de l'Union à ses frontières. L'Union approche de la fin de son processus d'extension qui ne devrait plus inclure que les Balkans occidentaux. La question turque met en évidence la nécessité d'imaginer une relation particulière entre l'Union et ses voisins (Turquie, Ukraine, Russie), ou avec les associations d'Etats (Maghreb, Afrique, Asie centrale). Il en va de l'identité européenne qui doit être confortée autour de valeurs revendiquées et assumées (démocratie, Etat de droit, droits de l'Homme, droits des Femmes, tolérance, indépendance de la justice, respect des religions) et avec des frontières qu'il faudra bien définir afin de susciter chez les Européens une « fierté d'appartenance » à un ensemble pacifique de nations indépendantes mais solidaires qui souhaitent faire entendre leur voix dans le monde.
- **Des voisins compliqués :** A ses frontières l'Union doit faire face à des situations compliquées par le retour en force de la Russie,

qui n'a pas abandonné ses caractéristiques impériales et nationalistes mais avec qui il faut établir des relations stables et normalisées. D'autres Etats (Turquie, Ukraine, Asie centrale) ne sont pas stabilisés et l'aide de l'Union leur est nécessaire dans un dialogue serein mais ferme. Enfin, l'Union ne peut accepter le danger de voir se créer à ses frontières des espaces de pauvreté et de conflits capables de la déstabiliser par une émigration massive, des conflits incessants ou des situations non réglées (Méditerranée, Afrique, Moyen-Orient, Caucase).

Le « Soft-Power » européen ne suffira pas à l'engagement indispensable de l'Union dans ces zones, qui doit être plus politique, plus déterminé et plus efficace. De ce point de vue, l'Union pour la Méditerranée ne doit pas être caricaturée, comme elle l'a été. Elle repose sur une analyse juste. Ses modalités doivent faire l'objet d'un engagement politique fort de l'Union.

- **Un monde incertain :** L'Union ne peut plus faire l'économie de s'impliquer dans toutes les grandes questions posées par le nouvel état du monde, qui, de toutes façons, l'interpelle. C'est bien sûr le cas de l'environnement, de l'énergie, de la pauvreté et du développement, mais aussi de la prolifération nucléaire, des conflits ethniques ou gelés, du commerce international. L'émergence de nouveaux Etats-continentaux est un nouveau défi pour l'Union. Sera-t-elle capable de s'unir davantage ? Les Etats membres accepteront-ils d'abandonner au niveau fédéral davantage de leur

souveraineté et à quelle fin ? La question de l'Europe de la défense et de la politique étrangère est posée. Le Traité de Lisbonne offre de nouveaux outils pour avancer. Encore faut-il prendre conscience de la réalité du monde nouveau. Les budgets de défense dans le monde ont doublé en dix ans. L'Europe restera-t-elle à l'écart comme un fruit mûr offert aux grands acteurs mondiaux ? Pourra-t-elle se contenter de son alliance avec des Etats-Unis en grande difficulté dans un leadership qui semblait encore, il y a quelques années, irrémédiable ? L'Union doit exister par elle-même, avec ses alliés et partenaires, notamment américains, mais elle doit désormais être en mesure de penser et d'agir par elle-même.

Quels devoirs franco-allemands ?

L'Allemagne et la France doivent, en leur qualité de principaux Etats de la zone Euro, affronter tous les défis nouveaux de l'Union, dans une vision plus politique, plus stratégique, plus volontaire. Sans leur volonté commune, qui doit être ouverte à nos autres partenaires et partagée autant que faire se peut, l'Union ne produira pas le sursaut nécessaire pour assurer son avenir.

- **Conforter le rôle de l'Union à ses frontières et dans le monde :** La question des frontières doit être posée et résolue par l'Union, qui ne peut pas rester dans le flou actuel. Seuls les Etats membres peuvent poser la question et lui apporter une réponse qui deviendra la règle pour des

Lire la suite à la page 4

Suite de la page 3

institutions européennes qui n'osent pas s'exposer sur ce thème. Il en va de même de la politique extérieure, de la construction d'une véritable Europe de la défense. Croire que la mécanique institutionnelle européenne pourrait, à elle seule, bâtir de nouvelles politiques, est une dérobade qui pourrait s'avérer dommageable au projet européen. La Commission ne peut pas seule définir une politique étrangère, un marché des industries de défense, imaginer et gérer des politiques nouvelles. Dans le Traité de Lisbonne, ces sujets relèvent d'un Conseil rehaussé dans son statut, qui pourra utilement dialoguer avec un Parlement européen renforcé. C'est ainsi que doit être développée une véritable politique étrangère et de sécurité commune, par ailleurs déjà soutenue par l'opinion publique.

- Donner aux Européens une fierté d'appartenance :** L'Union s'est longtemps développée sans souci de l'adhésion populaire. Celle-ci est désormais nécessaire pour poursuivre et réussir l'intégration européenne. Les nouvelles institutions offrent des procédures plus démocratiques. Les Etats membres doivent jouer plus résolument le jeu des institutions européennes et s'en montrer fiers. Valoriser notre appartenance à l'Union, autant par les symboles que par les résultats, est plus nécessaire que jamais. Alors qu'on assiste partout à un retour du « national », qui pourrait bien conduire à une résurgence des nationalismes, l'utilité européenne doit être assumée par nos gouvernements de manière plus affirmée.

Le développement de nouvelles politiques, dans les domaines où l'Union veut s'affirmer, doit être conduit de manière plus ouverte. Enfin, l'Union, à travers la vision franco-allemande notamment, doit démontrer qu'elle est à l'œuvre pour relever le défi d'une mondialisation qui accroît la compétition. L'Europe n'a pas à craindre cette compétition mais elle doit mieux s'organiser pour l'affronter, notamment en ce qui concerne la nécessaire reconversion de certains secteurs de son économie et l'adaptation de ses politiques sociales.

- Apporter aux institutions européennes une vraie vision politique :** Pour cela, une véritable vision politique de l'Europe est nécessaire. L'unification européenne a longtemps été un rêve. Il est désormais largement réalisé même si son achèvement

demande encore beaucoup d'efforts (marché unique des services financiers, régulateurs européens, etc...). L'Union ne doit pas pour autant devenir une réalité bureaucratique de plus. Elle doit rester l'échelon privilégié de la définition des intérêts à long terme du continent, de leur prise en compte et de leur promotion. Les institutions européennes actuelles sont insuffisantes pour cela.

La Commission ne peut pas, à elle seule, déterminer ces intérêts qui relèvent de la souveraineté, même partagée, des Etats. Ces derniers doivent aussi mieux valoriser leur appartenance à l'Union pour privilégier l'intérêt à long terme aux calendriers à court terme.

Une vraie vision politique de l'Union est nécessaire. Une véritable conduite politique doit être exigée. C'est le seul moyen pour que l'Union s'affirme davantage dans le monde et améliore son fonctionnement.

L'Allemagne et la France ont une responsabilité particulière dans l'évolution de l'Union

européenne après le Traité de Lisbonne. Seule une vision plus politique, stratégique et prospective, qu'elles doivent partager et s'efforcer de faire partager, peut permettre qu'elle fonctionne mieux et assume pleinement un rôle plus important dans le monde. Cela nécessite une véritable politique extérieure et de sécurité commune. Le temps est venu de nouvelles avancées dans ces domaines traditionnels d'exercice des souverainetés nationales. Ou nos deux Etats feront la preuve de leur engagement européen, ou l'Union piétinera sans avancer véritablement. Les succès incontestables de l'Europe économique appellent, désormais une phase de concrétisation de l'Europe politique, comme les Pères fondateurs l'avaient d'ailleurs imaginé. C'est de la France et de l'Allemagne que peut venir la relance du mouvement d'intégration qu'exige le monde du XXI^{ème} siècle. Vraisemblablement d'elles seules.

Jean-Dominique Giuliani

✉ jd.giuliani@robert-schuman.org



Jean-Dominique Giuliani.
(Source : Fondation Robert Schuman)

Jean-Dominique Giuliani préside la **Fondation Robert Schuman**. Il a publié de nombreux ouvrages, dont « L'élargissement de l'Europe » (Collection « Que sais-je », PUF, 2004), et tout récemment « Un Européen très pressé » (Editions du Moment, 2008), sur l'action européenne de Nicolas Sarkozy.



Grands éloges et grandes missions en perspective pour l'Institut Franco-Allemand (dfi)

Bilan de la cérémonie célébrant son 60^{ème} anniversaire en présence du Président Horst Köhler



Invités et hôtes présents à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du dfi : le président de la République fédérale, Horst Köhler (3^{ème} en partant de la gauche) avec sa femme, le ministre d'État aux affaires étrangères, Günter Gloser (1^{er} à gauche), le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Günther Oettinger (3^{ème} en partant de la droite), le maire de Ludwigsburg, Werner Spec (1^{er} à droite), le président du dfi, Erwin Teufel (au milieu) et le directeur du dfi, Frank Baasner (2^{ème} en partant de la droite). (Source : dfi/Werner Kuhnle)

Il est difficile de parler du développement des relations franco-allemandes sans mentionner le dfi. Ce constat était au cœur de la cérémonie organisée à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'institut : plus de 1.000 convives, parmi lesquels de nombreux invités d'honneur des deux pays, se sont rendus à Ludwigsburg le 31 mai 2008 pour l'événement.

Dans son allocution, le président de la République fédérale, M. Horst Köhler, a évoqué les défis que représente la mondialisation pour la France et l'Allemagne et a déclaré : « Je me félicite sincèrement que l'Institut Franco-Allemand organise un échange intensif entre des experts de nos deux pays. » Quant au rôle du Land, où se trouve le siège de l'institut, le ministre-président Günther Oettinger a assuré que le Bade-Wurtemberg veut être un partenaire durable pour le dfi, car « cet institut a toujours fait beaucoup, pour que l'Allemagne et la France deviennent des amis proches ». Auparavant, M. Erwin Teufel, président du dfi et ancien ministre-président, avait évoqué dans son discours de bienvenue l'évolution surprenante des relations franco-allemandes. « Pendant longtemps, nous avons agi l'un contre l'autre, puis l'un à côté de l'autre, et aujourd'hui nous agissons l'un avec l'autre. » Ceci n'était pas sans rappeler les pères fondateurs de l'institut Carlo Schmid, Theodor Heuss, Alfred Grosser et Joseph Rovin. Côté français, l'invité d'honneur de la cérémonie, Nicolas Baverez, a considéré que son dis-

cours était « une allocution d'un citoyen français ordinaire au président fédéral », chose qui, selon lui, serait plus difficilement envisageable en France. Il a ensuite évoqué la mondialisation comme étant un phénomène positif,

dans la mesure où elle accélère la modernisation de nos pays. L'action commune européenne est, d'après lui, la meilleure réponse au défi que représente la mondialisation. En tant qu'Européen convaincu, il fonde de gros

espoirs sur le nouveau président de la République française Nicolas Sarkozy et sur son engagement à réformer en profondeur la France. Il voit en lui celui qui peut arriver à défaire les liens traditionnellement étroits entre élite politique, bureaucratie et syndicats, même s'il faudra certainement patienter encore avant d'en percevoir les premiers résultats.

Au cours de l'été 1948, avant même que soit fondée la République fédérale d'Allemagne, un nouveau chapitre dans l'entente franco-allemande fut ouvert. Theodor Heuss, qui deviendra par la suite le premier président de la République fédérale, Carlo Schmid, un des pères de la Loi fondamentale, ainsi que d'autres démocrates engagés voulaient créer une plate-forme pour le dialogue franco-allemand, contribuant ainsi à

Lire la suite à la page 6



La réception qui a suivi la cérémonie était l'occasion pour les invités d'être en contact direct avec le président de la République fédérale d'Allemagne. (Source : dfi/Werner Kuhnle)

Exposition « Ennemi héréditaire – ami héréditaire » à l'Université catholique d'Eichstätt-Ingolstadt

L'exposition, conçue par le dfi et sponsorisée par la Fondation Dr. Karl Eisele & Elisabeth Eisele, a été inaugurée par une conférence interdisciplinaire le 21 avril dans la bibliothèque centrale d'Eichstätt. Après des explications introductives du politologue et expert de la France, Klaus Schubert (Université catholique d'Eichstätt-Ingolstadt), les orateurs examinèrent les relations franco-allemandes dans une perspective littéraire et de science politique.

Le titulaire de la chaire de littératures romanes Winfried Wehle opposa dans sa conférence le rapprochement politique après la Seconde Guerre mondiale à l'éloignement grandissant



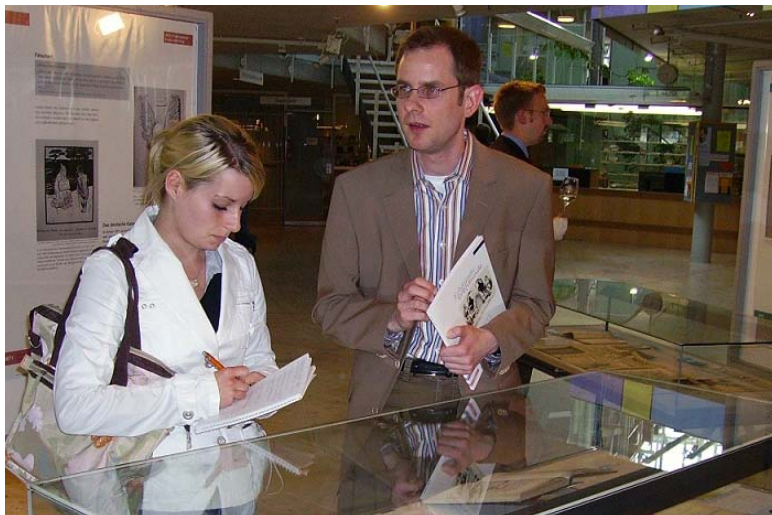
Introduisit au sujet de la conférence interdisciplinaire sur le thème de l'exposition : Prof. Dr. Klaus Schubert. (Source : KU Eichstätt-Ingolstadt)

on Sebastian Nix, directeur de la bibliothèque du dfi, inaugura l'exposition.

Des étudiants de la filière intégrée franco-allemande en science politique, de la filière Europe tout comme d'autres étudiants de la faculté de linguistique et de lettres, ont participé également au projet d'exposition. Dans le cadre d'une excursion à Ludwigsburg le 18 avril, ils firent non seulement la connaissance du dfi, mais enquêtèrent également dans la bibliothèque du dfi sur les motifs sous-jacents de l'exposition. En particulier l'histoire de l'institut fondé il y a 60 ans et le discours à la jeunesse de Charles de Gaulle dans le château de Ludwigsburg en 1962 ont joué un rôle important. Des étudiants représentant les facultés participantes présentèrent les résultats de leurs recherches dans le cadre de l'inauguration de l'exposition.

L'exposition était ouverte jusqu'au 16 mai à Eichstätt et pouvait être visitée du 27 mai au 20 juin dans les locaux du Centre de documentation et d'information (CDI) du [Lycée Kreuzgasse](#) à Cologne.

Christina Kreimer
(Université catholique de Eichstätt-Ingolstadt)



Le directeur de la Frankreich-Bibliothek du dfi, Sebastian Nix, dans un entretien avec une journaliste. (Source : KU Eichstätt-Ingolstadt)

Suite de la page 5

l'avenir pacifique de l'Europe. Avec le soutien moral des résistants français Joseph Rovin et Alfred Grosser, ils fondèrent le 1^{er} juillet 1948 le dfi.

Les travaux de l'institut n'ont rien perdu en actualité. La coopération entre l'Allemagne et la France dans tous les domaines n'a jamais été aussi intense, mais elle ne va en aucun cas de soi et le succès ne vient pas tout seul. Les deux sociétés restent très différentes, les systèmes politiques sont à l'opposé l'un de l'autre. Une coopération réussie nécessite des analyses concrètes, beaucoup d'expérience et de bons consultants. Les analyses comparatives, l'importante bibliothèque et la compétence en matière de conseil du dfi constituent désormais

les bases de son travail. L'analyse comparative de la politique d'intégration, du développement urbain dans les deux pays ainsi que la place de la coopération bilatérale dans l'Union européenne font partie des thèmes actuellement traités. Ces travaux restent basés sur l'hypothèse fondamentale suivante : l'Allemagne et la France resteront encore à l'avenir les deux pays clé du développement politique en Europe.

Brigitte Veit veit@dfi.de



L'historien et juriste français Nicolas Baverez a présenté dans son discours une analyse très fine des défis auxquels sont confrontées la France et l'Allemagne dans un monde globalisé. (Source : dfi/Werner Kuhnle)

Le programme d'échange pour jeunes journalistes français et allemands de la Fondation Robert Bosch entre dans sa deuxième phase

Le programme pour jeunes journalistes, qui a été lancé en 2007 en tant que projet pilote (voir les dfi aktuell 1/2008 et 4/2007), sera poursuivi en 2008. Dix journalistes français et dix journalistes allemands y participent. Un jury franco-allemand les avait sélectionnés parmi les candidats proposés par les dix écoles reconnues de journalisme en France ainsi que par une sélection d'écoles de journalisme, d'instituts universitaires et d'entreprises allemandes formant de jeunes journalistes. De bonnes connaissances de la langue de l'autre pays étaient la condition préalable pour une participation fructueuse.

Les médias jouent un rôle clé dans la transmission d'information, d'images et de représentations des autres nations. Grâce au programme

de la Fondation Robert Bosch, de jeunes journalistes français et allemands qui sont encore en formation ou bien débutent dans le métier entrent directement en contact avec le pays voisin. Le programme doit permettre aux participants, à travers une expérience personnelle

Robert Bosch Stiftung

de la réalité sociale et politique d'aujourd'hui, d'utiliser ces connaissances dans le cours de leur carrière et d'accomplir à l'avenir leur travail de façon nuancée et avec leurs propres contacts. Les participants sont censés par la suite rester en contact les uns avec les autres et former ainsi un réseau de journalistes français et allemands expérimentés.

Les participants français vont assister à un séminaire d'une semaine à Berlin et les participants allemands à un séminaire de même durée à Paris. Des conférences de professionnels expérimentés et de scientifiques ainsi que des forums de discussion alternent avec des visites d'institutions et des travaux pratiques.

Chaque participant effectue un stage de plusieurs semaines au sein d'un média (presse, radio, online ou télévision) dans le pays voisin. Pour conclure le programme, tous les participants se retrouvent dans le cadre d'un séminaire commun de trois jours à Strasbourg. Ce séminaire contribue à l'échange d'expériences et à la mise en place de contacts transfrontaliers pour le réseau de journalistes.

Brigitte Veit veit@dfi.de

dfi service

Nouveau: De quelle Europe parlons-nous ?

Quatre ans après le grand élargissement de l'UE, la conscience générale des citoyens, mais aussi des « experts de l'Europe », n'a toujours pas perçu le fait que les descriptions traditionnelles du projet d'intégration européenne, telles qu'elles étaient développées dans les décennies d'après-guerre dans les « vieux » Etats membres de l'ouest, ne peuvent être reprises et poursuivies sans changements. Les différences entre les divers Etats sont et

demeurent non seulement considérables d'un point de vue social et économique, mais c'est également la conception globale de ce que doit signifier l'Europe qui diverge d'un pays à l'autre – en particulier entre les pays de l'Europe orientale et centrale et les membres ouest-européens.

C'est pourquoi il est essentiel, pour avoir une discussion fructueuse sur l'avenir de l'Europe, d'acquérir une connaissance plus précise des modèles narratifs respectifs qui marquent le discours sur l'Europe en politique et dans la vie publique. Les discours sur l'Europe dans différents pays membres sont examinés dans cet ouvrage à travers douze contributions, d'autres contributions s'interrogent sur des aspects particuliers du débat français sur l'Europe, sur la relation avec la Turquie, et sur la description que l'Union européenne fait d'elle-même. Une analyse des discours sur l'Europe aux Etats-Unis conclut l'ouvrage.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Baasner, Frank (éd.) : Von welchem Europa reden wir? Reichweiten nationaler Europa-Diskurse. – Baden-Baden: Nomos, 2008. – 240 p., 33 euros.

Annonce : Université française d'été à Leipzig

Une formation complémentaire dans la langue et la culture française – tel est le but visé par l'université française d'été au Centre d'Etudes sur la France et la Francophonie de l'Université de Leipzig. Du 25 août au 5 septembre 2008, des bacheliers, des étudiants, des personnes exerçant une activité professionnelle et tous ceux que la France intéresse peuvent améliorer leur connaissance du français et faire connais-



sance avec la culture musicale française. Il sera proposé aux participants à la 16^{ème} université française d'été, outre 40 heures de cours intensifs de langue, des ateliers, des forums de discussion avec des scientifiques français et des professionnels de la musique. Un cadre culturel très diversifié complète le programme, avec des concerts, des soirées cinématographiques, et des visites de cette ville de la musique qu'est Leipzig.

L'ensemble du programme se déroulera en français. L'inscription peut se faire jusqu'au 20 juillet. D'autres informations sont disponibles sur le site internet de l'université de Leipzig.

Hannah Kabel frzsouni@uni-leipzig.de



Nouveau: Literaturdienst Frankreich

Des informations bibliographiques à jour sont indispensables pour toute forme de travail scientifique, mais aussi pour tous ceux qui veulent s'informer sur des évolutions actuelles. La bibliothèque du dfi offre pour cette raison depuis 1990 le « Literaturdienst Frankreich ». Ce service bibliographique informe en permanence sur les nouvelles parutions relatives aux relations extérieures françaises, aux relations franco-allemandes et aux questions de politique, d'économie et de société françaises. Y sont référencés des livres, des articles de périodiques, des essais, des rapports, des publications officielles et de la « littérature grise ». La majeure partie de ces publications est disponible dans le fonds de la bibliothèque.

En avril 2008 est parue la nouvelle édition de la série A du « Literaturdienst Frankreich ». Elle référence les nouvelles parutions sur la politique étrangère française et les relations franco-allemandes. L'accent y est mis sur les champs thématiques suivants : relations politiques, relations économiques, relations culturelles ainsi que les relations à un niveau inférieur à l'échelon gouvernemental. Les nouvelles parutions dans le domaine de la littérature en sciences sociales sur la France figurent en revanche au centre de la série B du « Literaturdienst Frankreich » qui paraît en octobre.

Les deux séries sont disponibles sur CD-ROM. Ce dernier contient la globalité du texte dans les différents formats de fichiers usuels (Word,

Literaturdienst Frankreich Reihe A: Französische Außenbeziehungen; deutsch-französische Beziehungen. – Ludwigsburg: Deutsch-Französisches Institut, n° 18 [1.3.2007-29.2.2008], avril 2008. – CD-ROM. A commander directement auprès du [dfi](#).

Rich Text Format, PDF). Par ailleurs, une version HTML permet une navigation ainsi qu'une recherche très confortables. Lorsqu'un document est effectivement disponible sur Internet, un lien direct vers le texte intégral est proposé. Le « Literaturdienst Frankreich » est disponible à la bibliothèque du dfi. Les prix (port inclus pour l'Allemagne) sont de :

- Série A : 11,50 euros (9 euros pour les membres de l'Institut).

- Série B : 12,50 euros (10 euros pour les membres de l'Institut).

D'anciennes éditions des deux séries du « Literaturdienst Frankreich » sont par ailleurs consultables gratuitement sur [le site Internet du dfi](#).

Sebastian Nix nix@dfi.de

Présentation d'ouvrage : Valeurs européennes

Une documentation bilingue (allemand et français) vient de paraître sous le titre « Valeurs européennes : un projet éducatif pour les jeunes », conçue sous la forme d'une collection de fiches mobiles.

Les groupes ciblés sont les jeunes entre 16 et 19 ans et les personnes pouvant servir de relais. S'appuyant sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, les valeurs d'« égalité », de « démocratie », de « liberté », de « droits de l'homme » et d'« Etat de droit » sont traitées au travers de cinq modules thématiques. Des textes courts introduisent chaque fois le thème et sont complétés par des exercices se rapportant aux modules, accompagnés eux-mêmes d'une documentation sous forme de CD-ROM. Un sixième

module contient des propositions d'exercices pratiques permettant l'approfondissement de



tous les thèmes mentionnés dans un cadre plus large de séminaires.

Le recueil est né d'un projet de coopération de la Fondation Askö Europa, de l'Académie européenne Otzenhausen, du Forum Europa e.V. et de la Fondation Forum Europa.

Sebastian Nix nix@dfi.de

Askö Europa-Stiftung ... (éd.): Europäische Werte : ein Bildungsprojekt für Jugendliche; Handbuch für Multiplikatoren = Les valeurs européennes. – Schwalbach/Ts. : Wochenschau-Verl., 2008. – 240 p. + 1 CD-ROM, 39 euros. Cote à la Frankreich-Bibliothek: YC 460.EURO.

Programme « Master Européen de Gouvernance et d'Administration »

L'ouverture de la 4^{ème} promotion du programme franco-allemand « Master Européen de Gouvernance et d'Administration / Master of European Governance and Administration » (MEGA) aura lieu le 1^{er} octobre 2008.



Le MEGA s'adresse à des jeunes cadres de la fonction publique ou du secteur privé. En tant que programme intergouvernemental, les ministères en charge du MEGA sont du côté français le Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique et du côté

allemand le Ministère fédéral de l'Intérieur (BMI/BAKöV). La coordination pédagogique a été confiée à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) en France et à l'Université de Potsdam en Allemagne. Cette formation continue associe une formation scientifique en adminis-

tration publique et en management avec une préparation pratique à des responsabilités européennes.

Depuis 2005 le MEGA est réalisé en partenariat étroit avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'Université Humboldt de Berlin, l'Université Robert Schuman de Strasbourg et Sciences Po Paris.

Pour plus d'informations :

☛ <http://www.mega-master.eu/>

Thomas Gebhardt/Sonia Seibel-Béchéaz (Universität Potsdam)

Nouveau : L'Etat et la religion en France et en Allemagne

Au cours des dernières années, la question du rapport entre Etat et religion refait surface sous une nouvelle forme en France et en Allemagne. Il semble, par exemple, que les débats sur le port de symboles religieux en public, notamment sur le port du voile islamique à l'école, ne sont que les symptômes d'un sentiment croissant d'insécurité face au retour du religieux.



Heidenreich, Felix/Merle, Jean-Christophe/Vogel, Wolfram: *Staat und Religion in Frankreich / L'Etat et la religion en France et en Allemagne*. – Berlin: LIT, 2008. – 245 p., 24,90 euros.

Les contributions de ce recueil visent à éclairer ce thème à la lueur de l'enseignement de plusieurs disciplines. Il traite aussi bien des étapes historiques que des fondements théo-

riques et des résultats empiriques, et s'intègre dans une perspective franco-allemande.

Wolfram Vogel ☛ dfi-paris@dfi.de

Nouveau : Numéro spécial sur l'Allemagne de la revue « L'Essentiel des relations internationales »

« L'Essentiel des relations internationales », un nouveau magazine sur le marché de la presse, a choisi de consacrer son dernier dossier central à l'Allemagne (n° 19, avril/mai 2008). L'entretien exclusif accordé par la chancelière fédérale éclaire le positionnement allemand sur un certain nombre de sujets d'actualité à la veille de la présidence française de l'Union européenne.



mique économique allemande et présentent un premier bilan des relations franco-allemandes depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

Wolfram Vogel
☛ dfi-paris@dfi.de

Deux contributions, de Henrik Uterwedde et de Wolfram Vogel, analysent la nouvelle dyna-

L'essentiel des relations internationales, n° 19, avril/mai 2008. ISSN 1767-6398.

Agenda

5 – 6 juin

☛ 10^{ème} Dialogue franco-allemand sur le thème « Développement durable – un nouvel impératif pour l'Europe » ; Otzenhausen

19 – 20 juin

☛ Colloque franco-germano-belge (consultation de maires) sur le thème « Les communes face au défi d'une société urbaine culturellement diversifiée » ; Stuttgart

26 – 28 juin

☛ Colloque annuel du dfi sur le thème « La France dans l'Europe » ; Ludwigsburg

30 juin – 6 juillet

Séminaire pour jeunes journalistes français et allemands ; Berlin

Hannelore Braun ☛ braun@dfi.de

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

☛ www.dfi.de
☛ info@dfi.de

Rédaction : Sebastian Nix
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner